

# LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

**Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifrri**

Naturellement, je ne peux pas ne pas poser la question sur les conséquences immédiates et directes de la guerre en Ukraine sur vos pays - migrants, sanctions, énergie, transit du gaz et du pétrole. Je voudrais également vous demander quelles conclusions vous en tirez et quelles voies s'offrent à vous à moyen et long terme pour garantir la sécurité, la stabilité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de vos pays. Par exemple, les garanties de la Chine pour le Kazakhstan, l'adhésion à l'Union européenne pour la Moldavie et la Géorgie ou la neutralité, le statut de non-alignement. Quelles conclusions tirez-vous en termes de diversification des partenariats économiques et énergétiques et de nouveaux rôles de transit ? Commençons à nouveau par M. Vassilenko.

**Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan**

Oui, merci. Oui, cette guerre, cette guerre si tragique, a un impact considérable sur le Kazakhstan également. Vous avez mentionné plusieurs pans de notre économie et de notre société qui ont été affectés par la guerre. Je citerais notamment la perturbation des chaînes de transport et de logistique traditionnelles et technologiques, l'inflation extrêmement élevée de près de 20 % déjà cette année ou l'afflux d'environ 100 000 citoyens russes au Kazakhstan, qui a également eu un impact sur notre marché du travail. Face à cette situation, notre approche s'articule autour de trois axes d'action. Le premier axe est la mise en place d'institutions politiques plus fortes. En réaction aux troubles qui ont agité le Kazakhstan au début de cette année, notre Président a décidé de passer à la vitesse supérieure en termes d'introduction de réformes politiques. Nous avons donc la volonté de renforcer nos institutions politiques et le mandat du Président et, d'une manière générale, de mettre en place un système politique plus efficace, ce qui permettra, selon nous, de renforcer le pays à l'avenir.

Le second axe d'action est une économie plus forte et plus diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures, lesquels hélas restent, 30 ans après le début du développement indépendant, le principal moteur de notre économie ; et la construction d'un réseau plus diversifié et plus robuste de routes de transport international qui ne repose pas uniquement sur le corridor nord via la Russie, aussi bénéfique, directe et rapide qu'il ait pu être. En effet, celui-ci a connu son lot de perturbations et une réduction de 40 % des marchandises transportées rien que cette année. C'est pourquoi, nous développons actuellement avec l'UE le corridor médian. Ce sera le projet de la prochaine décennie dont l'objectif est d'établir des connexions avec l'Europe à travers la mer Caspienne et le Caucase du Sud, y compris l'Azerbaïdjan et la Géorgie, puis la Turquie.

Le troisième axe d'action vise à renforcer les institutions internationales. Nous sommes tout aussi attachés que par le passé au multilatéralisme et aux institutions que nous avons mis en place dans notre région et dans le monde.

### **Tatiana Kastouéva-Jean**

Merci beaucoup. Juste une question : lors de la dernière visite à Moscou du président Tokayev, juste après les élections, une sorte d'union énergétique a été annoncée avec le Kazakhstan, la Russie et l'Ouzbékistan et quelques jours plus tard, il semble que le projet soit tombé à l'eau. Pouvez-vous expliquer un peu quelle était l'idée au départ et pourquoi elle a échoué ?

### **Roman Vassilenko**

L'idée d'une sorte d'alliance gazière est toujours d'actualité, car nos trois pays sont des producteurs de gaz, mais nous voulons prendre le temps de la réflexion. Depuis le début de la guerre, nous avons clairement indiqué que toute initiative qui serait perçue comme un moyen de contourner les sanctions imposées à la Russie ne serait pas accueillie favorablement par le Kazakhstan car nous sommes opposés au contournement des sanctions. Nous ne sommes toutefois pas favorables aux sanctions par principe, mais c'est hors sujet pour l'instant. Notre idée est de continuer à ouvrir notre économie par le biais de la privatisation, en attirant les investissements européens, occidentaux et chinois. D'ailleurs, après Moscou, le président Tokayev s'est rendu à Paris, où 35 accords commerciaux au total ont été signés durant sa visite et après sa rencontre avec le président Macron. Voilà donc la réponse à votre première question sur les actions que nous voulons mettre en œuvre pour diversifier et renforcer notre économie au vu du contexte actuel.

### **Tatiana Kastouéva-Jean**

Merci beaucoup. Olga, même question pour vous sur les conséquences immédiates de la guerre et les conclusions que vous pouvez en tirer à moyen et long terme.

### **Olga Rosca, directrice de cabinet du vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Moldavie**

La guerre de la Russie contre l'Ukraine affecte la Moldavie de manière dramatique. Rien n'est comparable aux souffrances endurées par l'Ukraine, mais en Moldavie, la guerre à nos portes affecte chaque personne. À deux reprises déjà, des fragments de missiles ont atterri sur notre territoire. Des missiles russes ont violé notre espace aérien. Lorsque la Russie bombarde les infrastructures vitales de l'Ukraine, nous subissons des coupures de courant. Une fois déjà, le pays tout entier a été plongé dans le noir. L'énergie est utilisée comme une arme dans le cadre d'une guerre hybride. La société russe Gazprom a réduit de moitié l'approvisionnement en gaz naturel de la Moldavie. Cela a également mis en péril notre accès aux sources traditionnelles d'approvisionnement en électricité. Nous avons été contraints de nous tourner vers le marché européen et d'acheter l'électricité et le gaz aux prix européens, ce qui est tout simplement prohibitif pour le budget de notre État et pour notre population. Au cours des 12 derniers mois, le prix du gaz a été multiplié par sept et celui de l'électricité par quatre. Nous cherchons évidemment à mettre en place des dispositifs sociaux pour amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur la population, mais il faut ajouter à cela l'explosion des prix d'absolument

tous les produits, notamment à cause du blocus d'Odessa, qui a perturbé toutes nos chaînes d'approvisionnement. Nos agriculteurs ont également perdu l'accès aux marchés.

Notre action vise à renforcer la résilience dans les trois domaines suivants. Dans le domaine de la sécurité, nous modernisons notre défense, en collaboration avec nos partenaires. Dans le domaine de l'énergie, nous investissons dans notre sécurité énergétique. Nous travaillons actuellement à connecter le réseau électrique moldave au réseau européen. Nous diversifions notre approvisionnement en gaz. Les flux inversés sont désormais accessibles. Le gazoduc avec la Roumanie est opérationnel et utilisé depuis quelque temps déjà. Et puis, bien sûr, sur le plan économique, nous envisageons un accès progressif au marché unique de l'UE, une libéralisation plus poussée, afin de montrer aux citoyens moldaves que l'intégration européenne fonctionne, et qu'elle fonctionne maintenant, et qu'ils peuvent commencer à en bénéficier dès maintenant, avant l'adhésion pleine et entière de la Moldavie.

### **Tatiana Kastouéva-Jean**

Merci, Olga. Monsieur le vice-ministre Darsalia, même question.

### **Lasha Darsalia, premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie**

Merci. Oui, merci beaucoup. L'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie a eu un impact direct sur l'environnement sécuritaire de la Géorgie. La Géorgie était et reste une cible de la guerre hybride de la Russie, mais cela va bien plus loin. Dans les années 1990 et en 2008, nous avons eu des conflits avec la Russie qui se sont soldés par l'occupation de 20 % du territoire géorgien sur lequel la Russie avait une importante présence militaire. Elle a dû cependant réduire sa présence militaire sur le terrain et envoyer une partie de ses troupes en Ukraine, mais elle a tenté de compenser cela par une pression accrue des services spéciaux. Malheureusement, la situation dans les territoires occupés est loin d'être stable et se détériore rapidement sur le plan humanitaire et des droits humains. Les habitants sont purement et simplement utilisés comme otages pour faire pression sur le gouvernement géorgien. La situation se détériore donc rapidement, et cela ne concerne pas seulement les territoires occupés. Nous observons une pression accrue sur la Géorgie, et tous ces outils hybrides, qui étaient auparavant implicites, sont désormais également utilisés dans le reste de la Géorgie. Dans l'ensemble, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée. Je rejoins les propos de mes confrères, en ajoutant toutefois que la situation géographique stratégique de la Géorgie en fait un pont naturel entre Occident et Orient. Notre pays sert en effet de passerelle pour huit pays enclavés du Caucase du Sud et d'Asie centrale, ce qui constitue un élément crucial sur la carte de la connectivité mondiale vue des États-Unis et change la donne en matière de diversification des routes de transport et des approvisionnements énergétiques vers l'Europe.

### **Tatiana Kastouéva-Jean**

Merci beaucoup.